

DU MÊME AUTEUR :

*La Société américaine après le 11 septembre*, Presses de Sciences Po, 2002.

*Les Villes, la fin de la violence ?*, Presses de Sciences Po, 2001.

*Les Villes face à l'insécurité, Des ghettos américains aux banlieues françaises*,  
Bayard, 1998.

*Les Villes américaines, les politiques urbaines*, Hachette supérieur, 1998.

*Réagir dans les quartiers en crise, la dynamique américaine*,  
La Documentation Française, 1996.

*Ville et violence, l'irruption de nouveaux acteurs*, Presses Universitaires de  
France, 1995.

*Les États-Unis et leurs immigrants. Des modes d'insertion variés*,  
La Documentation Française, 1992.

*En collaboration :*

Avec Catherine Wihtol de Wenden, *Sortir des banlieues: Pour en finir  
avec la tyrannie des territoires*, Éditions Autrement, 2007.

Avec John Atherton, Nicole Bernheim et François Brunet, *États-Unis,  
peuple et culture*, La Découverte, 2004.

Avec Catherine Wihtol de Wenden, *Police et discriminations raciales:  
Le tabou français*, Éditions de l'Atelier, 2003.

Avec Francis Bordat, Divina Frau-Meigs, *Le Crime organisé à la ville et à  
l'écran, États-Unis, 1929-1951*, Armand Colin, 2001.

Avec Thierry Paquot et Michel Lussault, *La Ville et l'Urbain, l'état des  
savoirs*, La Découverte, 2000.

Avec Laura Maslow-Armand et Danièle Stewart, *Les Noirs américains  
aujourd'hui*, Armand Collin, 1984.

Collection Place de la Sorbonne

dirigée par

ANNE-MARIE REDER

© Bourin Éditeur 2008

[www.bourin-editeur.com](http://www.bourin-editeur.com)

SOPHIE BODY-GENDROT

## LA PEUR DÉTRUIRA-T-ELLE LA VILLE ?

**BE** bourin  
éditeur

38, rue La Condamine 75017 Paris

## INTRODUCTION

LA PEUR FACILITE LA GOUVERNANCE des peuples, mobilise les citoyens, légitime un séparatisme social spontané. Son instrumentalisation politique et médiatique est ciblée sur la ville, car celle-ci est la métaphore des tensions sociales. L'« insécurité » cache un refoulé de questions majeures pour les sociétés et pour les habitants des villes, en particulier. La peur résulte à la fois de clivages verticaux (dominants et dominés) et horizontaux à l'intérieur des groupes, dans une situation où les frontières ne sont jamais acquises. Les individus n'étant plus sûrs de ce qu'ils sont éprouvent le besoin de se différencier de tout ce qu'ils ne sont pas.

On peut se demander ce qui est nouveau dans cette peur plus ou moins diffuse par rapport au passé – c'est l'objet du premier chapitre. Par la déstabilisation qu'elles induisent, les grandes mutations nourrissent l'inquiétude. C'est le cas des évolutions démographiques : plus de la moitié de l'humanité vit dans des zones urbaines aujourd'hui. Les méga-

poles, en particulier celles du Sud, connaissent une explosion démographique. Il s'ensuit que, même si les migrations restent globalement faibles à l'échelle de la planète, elles menacent les arrangements historiques, les cadres, les normes des pays riches vers lesquels une partie des flux se porte. Le vieillissement des populations, en particulier en Europe, appelle pourtant à l'accueil de migrants. Mais dans les pays développés la question de l'immigration se focalise sur deux points: l'intégration des deuxième et troisième générations, et des sans-papiers. Aux États-Unis, « nation de nations », le cas des Latinos témoigne de leur relative intégration socioéconomique et d'une « évidence culturelle latino ». Dans les villes européennes, celle des musulmans se révèle plus difficile. Les critères d'origine et de religion entrent fortement dans la définition des identités. Or, les difficultés constantes de transmission générationnelle provoquent, en France en particulier, l'idée d'une perte d'identité possible de la nation. Toutes ces mutations nourrissent une peur de l'avenir et du risque, et non l'ouverture à la différence. Plus les populations d'origine étrangère s'intègrent – par le travail, le logement social, l'école publique, etc. –, plus les peurs de déclassement se manifestent dans les couches populaires et moyennes installées plus anciennement. Les extrêmes droites en font une exploitation qui « racialise » les questions sociales et exalte la préférence nationale.

Face à cette montée diffuse des inquiétudes focalisées sur le « vivre ensemble », que peuvent les États ? Le deuxième chapitre s'interroge sur le choix des dirigeants américains qui, depuis le 11-Septembre, exploitent le libéralisme de l'inquiétude et en appellent au patriotisme contre leurs oppo-

sants. La politicisation de la peur est un choix conservateur. Au moment du New Deal, alors que le tiers de la nation était mal nourri, mal logé, mal vêtu, l'une des options prise par F.D. Roosevelt fut de renforcer la solidarité sociale, de créer des emplois et de rassurer. Même si ce président a parfois penché vers la droite en imposant une gouvernance de l'ordre (on pense à la création du FBI dirigé par J.E. Hoover), il a eu le souci du bien commun et de la sécurité sociale (*cf.* le vote des grandes lois sociales et la légalisation syndicale) et a su s'appuyer sur des connaissances et des informations réalistes que lui offraient les chercheurs pour gouverner.

Mais depuis le 11 septembre 2001, c'est l'attitude inverse qui s'est dessinée aux États-Unis: l'État fédéral a choisi de nourrir délibérément les inquiétudes. Le terrorisme, qui a pris la société occidentale par surprise, a été une aubaine pour les élites néo-conservatrices au pouvoir. Elles se sont pourvues de tout un arsenal de technologies et de mesures fortes en matière de maintien de l'ordre, destinées à prouver à l'opinion leur légitimité dans leur rôle protecteur contre les menaces. Certes, cela ne date pas d'hier. La politicisation de la peur urbaine aux États-Unis remonte aux années 1960, mais elle s'est accentuée dans les années 1980, avec la présidence républicaine de R. Reagan. L'interrogation scientifique sur la production de la violence par la société et sur les causes des désordres a été alors mise sous le boisseau.

Ce qui confère au terrorisme sa place particulière, c'est une présence permanente – ou censée l'être – dans la société civile, associée à des actions imprévisibles et aveugles. Cette menace mine le fondement de la légitimité des États, en insinuant le doute sur la capacité qu'ils ont à protéger leurs citoyens. Le danger, on le sait, n'a pas de dimensions prédé-

finies que les analystes adapteraient à toute situation nouvelle. Les nouvelles menaces de terrorisme, associées à des ennemis venus de l'extérieur, brouillent les distinctions et les catégories habituelles d'analyse. Tout peut apparaître comme un risque ; tout dépend de la manière dont le danger est analysé et l'événement examiné. Comme aurait pu le dire Kant, la catégorie « risque » relève de l'entendement, ce n'est ni par la sensibilité, ni par l'intuition qu'elle s'appréhende. Elle dépend d'une interprétation à la fois subjective et objective : tous les risques ne sont pas égaux, et tous les risques ne sont pas perçus comme des menaces.

La puissance publique est donc conduite à prendre l'initiative de mesures pouvant aller jusqu'à des contraintes extrêmes sur les libertés civiles, en application du principe de précaution, devenu le parapluie de toutes les mesures présentées comme visant à limiter des risques, quel qu'en soit le domaine, ou en vertu du catastrophisme éclairé. Cette doctrine consiste à se placer dans le cadre du pire scénario pour minimiser les risques d'occurrence d'actes de terrorisme. Selon un tel scénario, le soupçon ne doit épargner personne, et son intrusion dans la vie privée des citoyens est donc justifiée. Cependant, il viole le contrat social qui lie les citoyens à l'État puisque, lorsqu'il ratisse de façon indistincte, il rassemble en les mêlant les innocents et les coupables. Et si le soupçon vise un segment particulier de la population – par exemple, les musulmans –, il se transforme en une discrimination couverte par la loi. Mais une autre face du catastrophisme éclairé consiste, parallèlement à la mise en échec préventive des actes de violence, à orienter les peurs sur certains objets, certains thèmes, certaines catégories sociales.

C'est dire que la question de la sécurité occupe l'une des premières places dans les préoccupations tant des élites au pouvoir que des citoyens.

Ainsi, en France, objet du troisième chapitre, la délinquance d'exclusion est accusée de ronger la vie quotidienne de populations précaires et de nourrir un sentiment d'insécurité qui déborde les frontières des quartiers sensibles, même quand – lors des irruptions de violence urbaine – elle reste géographiquement confinée. Elle révèle l'existence d'individus ou de groupes en marge, vivant dans des quartiers en lisière, présentés dans les médias comme des menaces pour la société tout entière. Bien que cette violence ne soit pas le moyen d'expression politique d'un refus de la société, les jeunes et moins jeunes qui la propagent n'en proclament pas moins leur mépris pour des normes collectives prônées par ceux qu'ils accusent de les exclure. Du point de vue des autorités, le premier choix est de les « ramener à l'ordre » par des solutions ponctuelles de répression, mieux acceptées lorsque l'opinion est inquiète. En effet, celle-ci tend, en raison des termes flous employés, à faire l'amalgame entre jeunes des cités, de culture musulmane, et terroristes potentiels, également de culture musulmane. Mais tandis que les dirigeants des États-Unis et du Royaume-Uni communiquent beaucoup sur le risque terroriste lié à des groupes endogènes ou infiltrés et nécessitant des mesures fortes, la France le fait plus sur les quartiers sensibles – via les médias, et aussi les lobbies institutionnels – que sur les complots islamistes. Selon les sociétés, l'histoire, les institutions, les conjonctures spécifiques infléchissent les priorités. Que la France accueille la plus grande communauté musulmane d'Europe et qu'elle entretienne des relations étroites avec nombre de gouvernements de pays

musulmans proches explique que les politiques antiterroristes soient l'affaire d'un domaine réservé, auquel les chercheurs ont peu accès, ce qui est un vrai problème. En même temps, l'ambiguïté de la labellisation de « musulmans » permet aux services de sécurité d'appeler à un grand renfort de moyens pour « tenir les quartiers » où ceux-ci résident.

Le quatrième chapitre sort du cadre de l'Hexagone et examine des villes aux fortes traditions de privatisation, y compris de la sécurité. Bien qu'une distinction soit à faire entre mégapoles du Nord, où les problèmes de criminalité sont moindres mais la politisation du thème plus forte, et celles du Sud, il y a néanmoins convergence dans les nouvelles stratégies de « ghettoïsation par le haut » et du recours à la privatisation légitimées comme solutions aux problèmes d'insécurité.

À New York, cette tendance est sans doute moins marquée qu'en Californie, où la sécurité de la personne et de ses biens est considérée comme un droit – d'où la sécession dans des résidences fermées sous haute protection. Pourtant, en promettant aux habitants des rues sûres, le précédent maire de New York, R. Giuliani, s'est appuyé sur un courant populiste punitif, majoritaire dans le pays et qui s'est patiemment construit depuis les années 1960. Londres s'aligne sur cette tendance répressive, en mettant au ban des délinquants aux conduites asociales, en recourant aux hautes technologies de sécurité du marché privé, et en appelant à la responsabilisation des habitants. Dans un cas comme dans l'autre, la sécurité relève de l'échelon régional ou local. Dans le Sud, les grandes villes s'appuient ouvertement sur les agences de sécurité privées. Les résidences fermées prolifèrent en Amérique latine, en Asie et en Afrique. À Johannesburg, la

peur est l'excuse avancée pour ne pas vivre ensemble, dans la continuation d'un apartheid qui ne dit pas son nom. À Mexico, la situation est moins alarmante, mais l'excuse de la peur est également avancée par les classes aisées pour réclamer plus d'efficacité à la police et plus de maintien de l'ordre. Quant à Shanghai, les fantasmes d'insécurité se portent sur une population « flottante », illégalement dans la ville et privée des services les plus élémentaires, ce qui crée une inquiétante dualisation.

Que faire ? Tel est l'objet du dernier chapitre. Les idées et les expériences ne manquent pas, et chacune des villes évoquées démontre qu'elle dispose de ressources pour lutter contre la ségrégation, la sécession et les périls qui pèsent sur elles.

Longtemps, les observateurs des villes ont partagé un consensus : la diversité de populations denses, appelées à utiliser l'espace public sous des modes divers, devait être considérée comme une richesse pour la ville, car cela suscitait des contacts, des frictions, des enjeux, de la compétition et, par conséquent, de la vitalité visible dans l'espace. Les tensions et les enchevêtrements finissaient, à terme, par produire de l'inclusion, de la transitivity, de la proximité, des flux qui nourrissent l'urbanité émanant de l'espace.

À New York, un fonds commun de convictions, d'évidences culturelles et d'attentes mutuelles atténue ce que le principe de précaution pourrait avoir d'excessif. L'urbanisme apparaît-il comme une solution ? À cet égard, l'évolution du South Bronx depuis 1970 est éclairante. Elle repose sur une concertation entre professionnels, associations, habitants de générations et de cultures différentes ainsi que sur une communication sur les réussites. Chacun peut

prendre part à la gouvernance urbaine, du chauffeur de bus au gardien de square, de la mère de famille aux édiles locaux. Par leur seule présence, les uns et les autres rassurent et agissent pour aplanir les aspérités ; loin de céder à la peur, ils se dressent pour fédérer autour d'eux les énergies. Mais les mobilisations citoyennes ne se font pas en un jour, elles sont cycliques et fragiles. À Londres, la résilience des habitants face aux attentats terroristes, la police de voisinage destinée à rassurer, et la préoccupation des concepteurs de la revitalisation urbaine – laquelle, en matière de sécurité, requiert la participation active des habitants – révèlent une synergie à l'œuvre qui, bien que fragile, suscite l'admiration. Chacune des villes du Sud étudiée offre à sa manière des signes d'espoir, que ce soit par le droit pour requérir de l'État sud-africain qu'il s'implique plus dans la sécurité des populations pauvres, en déployant des efforts individuellement, ou par le droit également, en vue d'une meilleure citoyenneté sociale pour les *minggong* à Shanghai, ou pour vivre ensemble à Mexico.

Tous ces exemples soutiennent l'idée qu'il convient de distinguer les peurs et de travailler sur elles. Les peurs urbaines ne sont pas toutes de même nature, et les États qui les traitent les utilisent, pour certains, avec opportunisme et cynisme, pour d'autres, avec précaution, car elles sont révélatrices de leur impuissance à conjuguer des maux plus grands, tels que des antagonismes sociaux à l'égard de groupes spécifiques (la crise et l'hystérie provoquées à Milan par le meurtre d'une femme par un Roumain vient à l'esprit). Certaines villes savent mieux que d'autres communiquer sur ce qui fonctionne. La singularité des Européens tient à ce qu'ils aiment leurs villes, qu'ils n'y voient pas des

chefs-d'œuvre en péril et qu'ils souhaitent pouvoir continuer à y habiter sans avoir à se mettre en exil dans des résidences fermées. Dans le meilleur des cas, la volonté politique des élus alliée à celle des habitants aboutit à faire des villes des lieux où l'on se sent en sécurité dans la foule. Ces succès venus de la vitalité et de l'inventivité des uns et des autres incitent à chercher de nouveaux paradigmes et de nouveaux outils pour tirer un sens des processus à l'œuvre.

## CHAPITRE 1

# CESSONS D'AVOIR PEUR !

NOUS NOUS ALARMONS de phénomènes qui ne sont pas nouveaux et dont la myopie nous empêche de voir la persistance. Les macromutations qui nous alarment, en raison du manque de repères qu'elles induisent, doivent être relativisées, et c'est l'intérêt présenté par les comparaisons historiques et internationales.

### LA PEUR DES DÉSORDRES DANS LES VILLES N'EST PAS NOUVELLE

#### *Un phénomène ancien*

En Europe, au fil des siècles, les historiens ont cerné la peur dans la ville. Les populations ont toujours redouté la famine, les épidémies, les désastres naturels, les ennemis, les voleurs et bien d'autres choses. La peur a accompagné l'histoire des villes depuis leur origine.

Dans ses *Essais*, Michel de Montaigne, repris sur ce point par Henry Thoreau puis plus tard par le président Franklin D. Roosevelt, observait que la seule chose que nous devons redouter, c'est la peur elle-même, cette terreur sans nom, irraisonnée, injustifiée, qui paralyse nos efforts pour transformer chaque recul en progrès. De toutes les passions, « il n'en est aucune qui emporte plus vite notre jugement hors de son assiette », écrivait-il ; elle déclenche une hyperactivité due à la panique ou une stupeur momentanée.

Des auteurs influents se sont penchés sur ce thème. Pour John Locke, l'inquiétude de l'esprit est le principal aiguillon de l'activité humaine. Pour Thomas Hobbes, la peur procède de l'illusion d'un danger, parfois amplifié à outrance par l'État. Pour ces auteurs, selon Corey Robin\*, il ressort que la peur régénère et mobilise les énergies, mais aussi qu'elle est un instrument de domination aux mains des puissants et un levier universel du pouvoir, qu'elle est exploitée pour maintenir l'ordre social, qu'elle est redoutée par le peuple car elle s'accompagne d'arbitraire et d'impunité.

En 1730, Daniel Defoe, l'auteur de *Robinson Crusoé*, écrit au maire de Londres : « Toute la ville, Monseigneur, est alarmée et mal à l'aise... Les citoyens ne se sentent plus en sécurité dans leurs propres murs, ni même en passant dans leurs rues, mais ils se font voler, insulter, molester... Et de tels méfaits se produisent à l'intérieur de votre juridiction comme jamais cela ne s'est fait auparavant (du moins avec une telle ampleur), et si on souffre qu'ils continuent, ils amèneront à faire appel à l'armée et non aux magistrats pour y mettre fin. »

\* L'astérisque renvoie à la bibliographie, p.169.

Alexis de Tocqueville, le plus contemporain me semble-t-il, déplore les peurs de sa génération et décrit le malaise démocratique comme « une inquiétude face à l'avenir et une incertitude quant au passé »<sup>1</sup>. Il analyse le désarroi de la foule solitaire et d'individus en manque de repères. Ce constat, d'ordre psychologique et philosophique, est partagé par Arthur Schlesinger en 1949, en pleine guerre froide. « L'homme occidental du milieu du xx<sup>e</sup> siècle est inquiet, incertain, à la dérive. Nous regardons notre époque comme un âge de troubles et d'inquiétude. Les fondements de notre civilisation et de nos certitudes se déroberont sous nos pieds, et les idées ou les institutions qui nous sont familières s'évanouissent quand nous voulons nous en approcher, comme des ombres dans le crépuscule. » Il y aurait dans les sociétés anciennes et modernes une continuité due à la perception des risques et des menaces, comme si le sens critique des individus se trouvait suspendu par l'inquiétude.

L'insécurité urbaine peut être suscitée par de multiples causes – dégradation du lieu de vie, impunité des fauteurs de troubles dans l'espace public, rumeurs de voisinage et contamination collective, sentiment d'effondrement de l'autorité, précarisation, crainte de nouveaux risques (alimentaires, écologiques, sanitaires, terroristes, économiques), perte de repères, désenchantement ontologique, etc. – qui, toutes, témoignent de l'isolement de l'individu soumis à des problèmes face auxquels il se sent impuissant et dont il a l'impression qu'ils ne sont pas gérés par l'État, détenteur du monopole de la force légitime.

1. De la démocratie en Amérique, La Pléiade, t. 2, 1992, p. 849.

Ce qu'on appelle en France la « violence urbaine » réfère fréquemment à des conduites asociales, dites « incivilités », comportements troublant les normes du vivre ensemble, qui ne sont pas nécessairement punis par la loi ou qui, s'ils le sont, ne sont pas « gérés » par la police. Il s'agit là d'une violence en miettes, de basse intensité et non d'homicides, comme dans les grandes villes des pays émergents.

Ce long préambule vise à distinguer la préoccupation envers l'insécurité urbaine, qui concerne surtout les classes moyennes – que les gouvernants ne doivent pas minimiser –, et la réalité de l'insécurité, vécue par ceux qui savent ce que signifie se retrouver seuls, démunis, ayant à composer au quotidien avec un milieu hostile.

### CE QUI EST NOUVEAU : L'IMPACT DES MACROMUTATIONS

L'exploitation politique des inquiétudes est d'autant plus aisée que les populations urbaines ont un manque de repères et de recul face aux grandes mutations qui marquent notre époque et qu'elles souhaitent être rassurées par un semblant d'ordre.

Rappelons brièvement les paramètres du changement urbain, et pourquoi on ne devrait pas en avoir peur.

#### *La croissance des villes du monde en termes démographiques*

Si, pendant un temps très long de l'Histoire, la plus grande partie des hommes sur la Terre a vécu à la campagne, désormais, selon les estimations des Nations unies, la majo-

rité d'entre eux habite les villes. La proportion de population urbaine est moins élevée dans les villes du Sud, mais la croissance y est plus rapide. 3,3 milliards d'individus vivent dans les villes, quatre fois plus qu'en 1950. Les démographes prévoient une croissance de 6,5 à 9 milliards sur la planète d'ici 2050. 9% des citoyens vivent dans des mégapoles de plus de 10 millions d'habitants. Ainsi, on estime que, toutes les heures, 67 nouveaux habitants s'installent à Lagos (Nigeria), 64 à Delhi (Inde), 61 à Dhaka (Bangladesh). Par comparaison, les problèmes urbains qui se posent en Europe peuvent sembler dérisoires aux autorités de ces villes où les demandes d'équipement, de protections, de services et d'apprentissage social sont immenses.



La croissance horaire des villes du monde en termes démographiques.  
Source : Urban Age Program.

Dans chaque région du monde, naissent des conurbations géantes. En Asie, celle de Tokyo regroupe 55 millions d'habitants, celle de Shanghai 50 millions. En Amérique du Nord, la ville-région de New York compte 55 millions d'habitants, celle de Pittsburg, 46 millions. En Europe, on recense également plusieurs villes-régions, au premier rang desquelles celle composée par la Ruhr-Cologne, avec 50 millions d'habitants. Viennent ensuite Amsterdam-Rotterdam, Bruxelles-Anvers et Lille, Londres, Manchester-Liverpool, Leeds-Sheffield, Birmingham avec 49,1 millions, suivies de la zone transalpine de Milan, Rome, Turin estimée à 46,9 millions. Comparativement, la projection de l'essor démographique du grand Paris semble modérée, bien qu'il englobe 14,6 millions d'habitants. Ces regroupements sont préférables à l'étalement urbain amorphe et à la dispersion désordonnée (*sprawl*), caractéristiques des *edge cities* (villes aux marges) et *ex-urbs* (péri-urbain) américains, et des métropoles du Sud également. L'intégration d'anciens centres régionaux aux zones urbaines atténue les problèmes de déclin et de désertification (diversité et densité sont les mots clés invoqués), et est renforcée par de bonnes politiques de transport.

Toutefois, l'Europe est en droit de s'inquiéter, d'une part du vieillissement de ses populations, et, d'autre part, des difficultés d'intégration des deuxième et troisième générations issues de l'immigration non européenne.

#### *Le vieillissement comparé des populations : l'Europe en recul*

Comme le montre le tableau ci-dessous, selon les prévisions des démographes, d'ici 2050 toutes les régions du monde auront gagné des habitants, à l'exception de l'Europe qui aura perdu 10% de sa population.

POPULATIONS (EN MILLIONS)	2005	2050	VARIATION
Europe (y compris la Russie)	728	653	-10%
Afrique	906	1 937	+114%
Asie	3 905	5 217	+34%
Océanie	33	48	+45%
Amérique du Nord	331	438	+32%
Amérique latine et Caraïbes	561	783	+40%

Source : UNFPA (Fonds des Nations unies pour la population).

Les raisons sont faciles à comprendre : moindre fécondité des femmes européennes depuis 1970, en particulier dans les pays de l'Est, mais également en Italie et en Espagne. Par comparaison, les États-Unis assurent le renouvellement des générations (taux de 2,1 par femme en âge de féconder). L'inquiétude devrait être moins forte en Irlande et en France, où les taux de fécondité atteignent presque le seuil de renouvellement des générations.

Quelles sont les conséquences sociales sur les villes européennes du vieillissement des populations et de la diminution de la population active dans la plupart des pays du Vieux Continent ?

Que le pourcentage des personnes âgées de 60 ans et plus double entre 2000 et 2050, soit de 10% à 21%, et que le « quatrième âge » explose numériquement obligent à réexaminer les systèmes de protection sociale à une époque où les parts de redistribution ne sont pas extensibles.

La question des retraites est partout à l'ordre du jour, et celles des emplois à domicile, des soins, des emplois à créer se posent dès lors que les solidarités intrafamiliales déclinent, en particulier dans les villes attirant les troisième et

quatrième âges, comme on en voit dans le sud de la France et de l'Espagne. D'un point de vue politique, on doit s'attendre à une inflation du souci de sécurité et à des demandes de protection spécifiques.

L'une des solutions préconisées serait de repenser et d'adapter des quartiers qui réunissent sur place emplois, services d'intérêt collectif et logements intergénérationnels (économie résidentielle). On peut aussi réactiver les espaces publics partagés par des catégories de gens très diverses, avec les interdépendances qui en découlent (les personnes âgées peuvent aider aux devoirs, louer des chambres sous la garantie d'associations sérieuses, etc.). Mais on ne saurait ignorer que la concentration de seniors, avec une surreprésentation des femmes, pose, d'un point de vue social et économique, des contraintes lourdes à une ville.

Quelle peut être la solution? On pense au rajeunissement des villes par le truchement de l'immigration.

#### *Rajeunissement? Un monde de migrants*

La question des flux d'immigrants sans-papiers vers les villes se pose de manière aiguë en Espagne, à Malte, en Italie, et suscite des inquiétudes parmi les populations. Les ports d'entrée doivent assumer les conséquences de politiques internationales et nationales qu'ils n'ont pas choisies.

Pourtant, il importe de dédramatiser et de remettre cette question en perspective. Tout au long des siècles, les migrations ont existé, c'est le phénomène clé de l'histoire de l'humanité. Certes, celles d'origine africaine et asiatique augmentent, mais on doit relativiser: 170 millions de gens vivent dans un pays où ils ne sont pas nés, soit 2,7% de la population mondiale. On avait annoncé, après la chute du

mur de Berlin, qu'il y aurait un déferlement vers l'Europe de l'Ouest: il ne s'est pas produit. Des pays tel le Royaume-Uni se sont félicités de l'arrivée de «plombiers» polonais, travailleurs et persévérants. L'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'Union européenne s'est faite avec prudence. Il s'agit là d'une question qui doit être examinée non pas sur le court terme, ni dans l'émotion, mais sur le long terme, avec des éléments de réflexion.

#### *L'intégration urbaine des deuxième et troisième générations*

Cette autre donnée de l'immigration inquiète, à juste titre, des populations vieillissantes. L'intégration des enfants de migrants est-elle synonyme de désordres ou de richesses? L'exemple des Latinos aux États-Unis incite à un optimisme modéré.

En 1981, Miami a subi une arrivée massive de *boat people* en provenance de Cuba et de Haïti. Je me souviens de la panique qui avait saisi les autorités locales confrontées aux demandes de logements, d'écoles, de services médicaux, qu'il leur fallait augmenter très rapidement. Des rumeurs circulaient, selon lesquelles les Haïtiens étaient porteurs du sida; elles furent démenties par la suite. Aujourd'hui, la question est réglée, et chaque groupe a trouvé sa place.

#### *Le cas «hispanique» dans les villes américaines*

L'intégration relativement réussie des Latinos aux États-Unis laisse à penser que cette nation métabolise mieux ses immigrants (en raison de la taille du pays, de son histoire, de dispositifs adéquats locaux et fédéraux, du marché pourvoyeur d'emplois) que ne le fait l'Europe. Dans l'imaginaire collectif, la nation américaine est une «nation de nations».

Numériquement, les Latinos constituent aujourd'hui la première minorité ethnoraciale du pays, soit 17% de la population. Les taux d'immigration et de fertilité expliquent la croissance globale de 58% des Latinos au cours des années 1990. Dans 23 États, le taux de croissance a même dépassé 100%. Si seulement 12% des immigrants latinos se marient en dehors de leur groupe, à la troisième génération, la proportion atteint 50% (par contraste, les mariages entre Blancs et Afro-Américains ne dépassent pas les 9%).

Le débat relatif aux Latinos dans la société américaine et au sein des partis politiques, en particulier lors des élections, nous intéresse. Les Latinos font peur, en effet, aux Américains en situation de précarité, qui redoutent de perdre leur emploi; mais pour les catégories aisées et les entreprises, ils représentent une main-d'œuvre docile, qui est recherchée. Ils sont perçus comme un apport de richesse par les villes, car ils sont aussi des consommateurs de biens et de services et, démographiquement, ils font contrepoids au vieillissement des populations d'accueil. Un aspect qui ne doit pas être ignoré.

Si, sur l'axe identitaire, ils sont accusés de menacer les valeurs américaines, la langue anglaise et les modes de vie, on objectera que le dynamisme dû au renouvellement culturel qu'apportent les populations immigrantes aux villes et aux régions est un atout.

La question des sans-papiers, évalués à 11 millions, est celle qui, à l'heure actuelle, divise le plus les partisans et les adversaires d'une immigration ouverte aux États-Unis. Ces sans-papiers occupent un quart des emplois dans l'agriculture, dans le travail forestier et la pêche, 30% dans la construction, 12% dans l'industrie alimentaire.

Pour juger des bienfaits ou des problèmes posés par cette immigration, le facteur temps doit peser dans les plateaux de la balance. Certes, se pose le taux de relative pauvreté des Latinos (le revenu moyen annuel par ménage, en 2001, était de 33 565 dollars contre 29 470 dollars pour les Noirs, 46 305 dollars pour les Blancs, 53 635 dollars pour les Asiatiques), mais ce ne sont pas eux seuls qui tirent le pays vers le bas.

Selon un sondage du Pew Research Hispanic Center de 2006, 56% des Américains les plus diplômés pensent que les immigrants contribuent par leur dur travail et par leurs compétences à enrichir le pays (contre 36% qui voient en eux un fardeau en termes d'emploi, de logement et de dépenses de santé), mais la proportion s'inverse chez les non-diplômés, hostiles à 59% aux immigrants.

La réussite relative de l'intégration des Latinos se mesure à la représentation politique de leur groupe: au Congrès, ils avaient, en 2004, 23 représentants et 2 sénateurs; à la Maison-Blanche, des postes importants de conseillers; 6 000 élus parmi les maires et les conseillers municipaux (le maire de la deuxième ville du pays, Los Angeles, est latino); des sportifs, des acteurs agissant comme rôles modèles. La langue, la musique, la nourriture, les industries du divertissement participent de la constitution d'une «évidence culturelle» latino.

Peut-on, à présent, calquer, en termes d'évolution, la présence des musulmans dans les villes européennes sur celle des Latinos aux États-Unis? La réussite relative de ces derniers offre-t-elle l'espoir que celle des musulmans se fasse harmonieusement?

*Le cas des musulmans dans les villes européennes*

La mobilité sociale et culturelle des musulmans de seconde et de troisième générations donne l'impression de se faire plus difficilement. Pourquoi ? Concrètement, l'inquiétude vient d'une combinaison de facteurs. Tout d'abord, le nombre des musulmans dans les villes augmente, même si, après deux générations, la fécondité des femmes musulmanes baisse. En Allemagne, il y avait 7 000 Turcs travailleurs migrants en 1960, ils sont 3 millions aujourd'hui. Ensuite, l'accès aux protections sociales, qui est plus facile en Europe qu'aux États-Unis, suscite des ressentiments, les grandes familles immigrantes donnant l'impression à certains de profiter du système.

Sur le fond : il est plus difficile d'intégrer une langue qu'une religion. Le passé joue sur les imaginaires qui ont été nourris de guerres de religions. Les moyens facilitant la mobilité sont aussi moins performants que naguère. La modernité de notre époque révèle la dé-liaison de trois sphères, longtemps mêlées : la sphère économique (les meilleurs, en mobilité rapide, sont intégrés dans l'économie de pointe, tandis que les plus faibles et les moins qualifiés restent au bas de l'échelle de l'économie traditionnelle) en termes d'emplois industriels et de services ; la sphère politique (la diversité de leur représentation est indigente dans de nombreux pays européens, les droits de vote local n'étant pas accordés aux résidents de longue date) ; et la sphère sociale (la solidarité des ouvriers et des employés est fragmentée par les appartenances). Les syndicats, les partis politiques, l'Église s'occupaient naguère des problèmes des familles ouvrières dans les quartiers, c'est-à-dire du logement, de l'école, de la mobilité des enfants, par exemple, et

ces mécanismes favorisaient la confiance dans le fonctionnement de la société. Aujourd'hui, ces appareils d'intégration, en particulier l'école, sont moins performants pour les moins dotés de capital, et la mobilité des enfants d'ouvriers est faible. De surcroît, l'autonomie de la question sociale met en lumière des différenciations identitaires entre groupes de même classe sociale dans les espaces urbains, et au sein de chaque groupe, selon des critères d'origine et de religion. Les problèmes de transmission générationnelle ont toujours existé. Mais, en France en particulier, l'obsession du patrimoine dans une société longtemps rurale, l'idée d'une perte possible engendrent une peur de l'avenir et du risque qui restreint l'ouverture à la différence et entretient la défiance entre les individus. L'entraide de gens entre soi, apanage des familles bourgeoises, est décriée dès lors qu'elle se fait selon des critères d'origine liés à des quartiers de résidence, donc visibles, et le communautarisme est diabolisé en France.

Toutefois, alors que la France réussit moins bien que le Royaume-Uni et les États-Unis l'intégration sociale de ses seconde et troisième générations, elle donne dans trois domaines – l'école, le travail et la représentation politique – des résultats positifs étonnants en matière d'identité, preuve que son système n'est pas aussi dysfonctionnel qu'on le pense.

La question de la loyauté et du vivre ensemble se pose dans la plupart des pays en période de changement – À qui faire confiance ? – faisant en cela référence, pour les deuxième et troisième générations, à une intégration dans le creuset, réussie ou non.

Selon un sondage du Pew Research de 2006 mené auprès des musulmans de quinze pays, 81 % au Royaume-Uni se

considèrent d'abord musulmans, puis britanniques, et se construisent dans la démarcation; 69% d'entre eux sont hostiles aux juifs. Est-ce un échec du différentialisme? Seuls 29% musulmans français ont une attitude hostile envers les juifs. Autant de musulmans français se considèrent français que musulmans. Selon ce sondage – à prendre avec réserve –, les deux tiers des Français ont une opinion favorable des musulmans. Selon le baromètre de la Commission nationale des droits de l'Homme en 2006, seulement 29% d'entre eux admettent qu'ils sont racistes (contre 40% en 1990). Les sociologues savent depuis longtemps que plus les générations sont jeunes, plus elles sont tolérantes envers les « nouveaux » venus. C'est lorsque les populations vieillissent que les tensions augmentent. En effet, plus les groupes immigrés intègrent le marché de l'emploi, plus ils sont perçus comme concurrents des ouvriers de souche, qui se sentent menacés (sauf si la machine à créer des emplois atténue les tensions); plus ils s'installent dans les logements sociaux, convoités par les catégories modestes, et envoient leurs enfants à l'école publique – c'est-à-dire plus ils deviennent proches –, plus les peurs de déclassement des « nationaux » installés se manifestent. Le danger vient de l'exploitation raciste et xénophobe à laquelle se livrent les partis d'extrême droite qui racialisent les questions sociales et exaltent la préférence nationale.

Mais l'inquiétude majeure à propos des musulmans – et la différence est de taille avec les Latinos –, vient de l'amalgame qui est fait entre islam et terrorisme, du lien avec la politique étrangère (terrorisme) et l'ingérence des pays d'origine qui font douter de la « loyauté » des musulmans. Un sondage indicatif (peu représentatif) cité par Ian Blair, chef de la police métropolitaine de Londres, lors d'une confé-

rence à laquelle j'assistais en 2006, révèle que 28% des jeunes musulmans interviewés n'avertiraient pas la police s'ils avaient connaissance d'un complot terroriste. Dans un article du *Herald Tribune* paru le 26 octobre 2005, Roger Cohen énumérait dix raisons pour lesquelles des musulmans modérés resteraient silencieux face à un islamisme radical aux États-Unis (la solidarité avec le Moyen-Orient et l'hostilité à la politique favorisant Israël y comptaient pour beaucoup). On verra plus loin, en conclusion, que ce pessimisme est excessif, et que des contre-exemples offrent une preuve *a contrario*.

#### *Des États moins solidaires*

Les régimes urbains ne découlent pas nécessairement des États providence, comme c'est le cas en Europe. Sans entrer dans les changements qui ont affecté le passage des sociétés industrielles aux sociétés postindustrielles dans les années 1970, mentionnons les conséquences sociales induites par les transformations affectant le rôle des États providence, la diminution de sociétés de plein-emploi et la croissance de la compétition.

Selon différentes recherches, on peut distinguer trois types de régions urbaines:

- Celles de l'Amérique du Nord, polarisées, avec des ghettos de riches et de minorités pauvres. Aux États-Unis, plus de la moitié de la population vit dans les banlieues ou dans les zones rurales. L'État providence y est avare, et l'ignorance des pauvres y est manifeste et légitime, même de ceux qui travaillent. La croissance des inégalités sociales est frappante. Entre 1980 et 2004, le revenu réel des plus riches – soit 1% de la population – a augmenté de 135%, ce qui les

amène à un revenu moyen de 277 000 dollars. (Preuve que l'État joue un rôle majeur: selon l'économiste Paul Krugman, pendant la Dépression, le revenu des ouvriers dans l'industrie avait augmenté de 67% et celui, réel, des plus riches avait baissé de 17%).

- Celles du Sud avec leur extrême diversité en termes d'industrialisation, de tertiarisation et de mondialisation. L'immigration y est parfois forcée ou la mobilité sociale limitée.

- Celles d'Europe où, même si l'enrichissement des catégories aisées est notable, la recherche de politiques pour lutter contre les effets négatifs de la précarité est aussi avérée. Les processus historiques de continuité et de rupture y sont plus frappants qu'ailleurs, mais on ne peut pas parler de «ghetto», au sens américain du terme.

Les redistributions s'effectuent principalement au bénéfice de catégories de citoyens déjà avantagés par leur ancrage social: *a priori*, les hommes, blancs, de plus de 45 ans, instruits, pourvus d'un emploi stable. Les catégories précaires, qui ne peuvent «acheter» de manière privée des services sur le marché, se plaignent d'États de moins en moins «providence». Régions et villes sont requises de compenser le recul de l'État central et d'offrir de nouvelles formes de solidarité. Ainsi, s'agissant du logement, les centres historiques des villes, convoités, ne sont plus abordables pour les catégories modestes, sauf si les maires ont une politique volontariste pour y maintenir diversité et densité, comme c'est le cas à Barcelone.

La privatisation de certains services, en Europe, se fait de manière inégale. Mais si l'on prend le cas de l'école publique,

il est notoire que ce sont les parents les plus aisés – y compris les ministres de l'Éducation (on pense à des exemples français et anglais) – qui respectent le moins l'obligation d'envoyer leurs enfants à l'école publique de leur quartier. L'école de masse démocratique répond difficilement aux espoirs de mobilité sociale que les parents modestes mettent en elle, et si l'ascenseur social est en panne, c'est dans la massification de l'enseignement que l'on doit en rechercher l'une des causes. Aussi voit-on partout les catégories les plus privilégiées éviter les plus modestes, dans une sorte de fuite en avant, exacerbant de ce fait «la fracture sociale». Pourtant, le montant de la fiscalité en Europe se justifie principalement par les exigences d'une économie sociale dont le but est de remédier aux conséquences d'une inégalité de fait. Or, les groupes de pression traditionnels (syndicats, entreprises) ont fait en sorte que soient mis en place des mécanismes de protection, dont bénéficient principalement les leurs et leurs alliés au niveau de la répartition nationale ou dans les organismes de concertation sociale. Les femmes, les jeunes, les immigrés ne disposent pas du même arsenal de moyens, et leur sort ne dépend pas proportionnellement de la même solidarité nationale. Cela est plus vrai dans l'Europe du Sud que dans celle du Nord (Scandinavie), laquelle a su mettre en place des politiques apparemment plus égalitaires, du moins pour le moment...

Les mutations rapides que subissent tous ces régimes génèrent une insécurité plus ou moins diffuse, et les populations demandent à être rassurées, ce dont tirent parti les dirigeants au pouvoir.

# TABLE

INTRODUCTION .....	5
CHAPITRE 1	
CESSONS D'AVOIR PEUR ! .....	15
La peur des désordres dans les villes n'est pas nouvelle .....	15
Ce qui est nouveau : l'impact des macromutations .....	18
CHAPITRE 1	
LE TOURNANT AMÉRICAIN DU 11 SEPTEMBRE 2001 .....	33
La mobilisation des classes moyennes sur la sécurité .....	34
Comment en est-on arrivé là ? .....	37
L'exploitation politique du 11 septembre 2001 .....	41
Les étrangers suspects comme boucs émissaires .....	51
Qu'en est-il de l'opinion ? .....	53
CHAPITRE 3	
MENACES FAMILIÈRES, ENNEMIS ÉNIGMATIQUES :	
LE CAS FRANÇAIS .....	57
La recherche de boucs émissaires .....	58
Les formes identitaires de violence dans les quartiers relégués .....	61
Les désordres de 2005 et de 2007 .....	70
La menace du terrorisme endogène .....	80
Les diverses réponses .....	89

CHAPITRE 4		
DE QUOI PARLONS-NOUS ? .....	97	
Ordre et désordres dans les villes du Nord .....	97	
<i>New York, zéro insécurité ?</i> .....	97	
<i>Londres, ville multiculturelle</i> .....	101	
Ordre et désordres dans les villes du Sud .....	104	
<i>Johannesburg et les menaces à la vie</i> .....	104	
<i>Shanghai et sa population flottante</i> .....	110	
<i>Mexico, archipel du Premier Monde</i> .....	122	
CHAPITRE 5		
QUE FAIRE ? .....	127	
Des solutions new-yorkaises .....	128	
Des solutions londoniennes .....	134	
Les leçons de Johannesburg .....	144	
Les solutions de Shanghai .....	149	
Les solutions de Mexico .....	151	
CONCLUSION .....		157
BIBLIOGRAPHIE .....		169